

Enquête

Ces barbouzes français qui interviennent dans le conflit en république démocratique du Congo

Patricia Huon, Andreea Campeanu, Simone Schlindwein

Libération, 27 novembre 2024

«Libération» a enquêté pendant plusieurs mois sur le rôle joué par des sociétés de sécurité privées françaises engagées du côté de l'armée congolaise face aux rebelles du Mouvement du 23 mars. Des réseaux paramilitaires et affairistes pour qui la guerre est une opportunité financière comme une autre et vers lesquels Kinshasa se tourne pour trouver de nouveaux alliés et pallier son armée mal formée.



Le Franco-Roumain Horatiu Potra supervise un prestataire de services de sécurité venu prêter main fort à l'armée congolaise, le 29 août à Goma. (Andreea Campeanu)

Cette enquête a été réalisée grâce à une bourse du fonds IJ4EU (Investigative Journalism for Europe).

Lorsque de mystérieux [2] militaires à la peau blanche sont apparus, il y a deux ans, dans les rues de Goma, dans l'est de la république démocratique du Congo (RDC), la rumeur s'est vite répandue. D'abord sur les réseaux sociaux, puis jusqu'aux couloirs des ambassades occidentales dans la capitale, Kinshasa, à 1 500 kilomètres de là à vol d'oiseau. Il se murmurait qu'après la Centrafrique [3] et le Mali, les mercenaires du groupe Wagner venaient de poser le pied en RDC, ce géant de la région des Grands Lacs, grand comme quatre fois la France. Difficile de passer inaperçu, à bord des Land Cruisers des soldats des Forces armées congolaises, ou dans les allées des supermarchés où ils s'approvisionnent en cigarettes et biscuits, en escouades où les visages juvéniles côtoient des tronches marquées par la vie. Parfois un cache-nez remonté jusque sous les yeux les protège de la poussière et masque leur identité. Mais, malgré les apparences, ces barbouzes n'appartiennent pas à la tentaculaire milice fondée par feu [4] Evgueni Prigojine...

«Les Russes ont frappé à la porte, mais ça n'a pas marché, se félicite Romuald Létondot, retraité de l'armée française. Nos premiers éléments sont arrivés en juin 2022.» Cet «expert en gestion de crises» est l'un des coordinateurs de cette bande éclectique sur le terrain – plusieurs centaines de formateurs militaires roumains, des mécaniciens et ingénieurs géorgiens, bélarusses ou bulgares, des pilotes algériens et, sous ses ordres directs, une vingtaine de Français, impliqués principalement dans la collecte d'informations et le conseil stratégique.

Deux sociétés militaires privées – auxiliaires ou supplétifs des armées nationales, à l'influence grandissante depuis les années 1990 dans les conflits enlisés, de l'Afrique au Moyen-Orient – ont pris leurs quartiers à Goma. Et si elles ont un pied dans ce qui fut le bloc de l'Est, leurs chefs ne sont pas russes, mais d'anciens légionnaires et militaires français au passé plus ou moins trouble. Parmi d'autres, ces sociétés basées juridiquement dans l'UE jouent des coudes pour s'imposer sur un «marché porteur» : la RDC et ses guerres intestines sans fin, avec, toujours en fond, l'avidité d'entrepreneurs peu fréquentables, de politiciens et généraux véreux, de groupes rebelles, et des dirigeants des pays voisins, pour les précieux minerais du pays. Sa malédiction.

Pendant quatre mois, Libération, avec le quotidien allemand [5] Tageszeitung et le site d'investigation roumain [6] PressOne, a enquêté sur les activités lucratives de ces sociétés militaires privées et de leurs patrons, de Sofia à Go-

ma, de Bucarest à Kinshasa. Au fil de voyages et d'entretiens, nous avons réussi à approcher ces réseaux paramilitaires et affairistes, plutôt taiseux, pour qui la guerre est une opportunité financière comme une autre.

Deux prestataires de services de sécurité en lien avec la France

La première de ces sociétés, Agemira, est enregistrée en Bulgarie et dirigée par un homme d'affaires français : Olivier Bazin. Officiellement là pour remettre en état la flotte aérienne, elle emploie quelques dizaines de personnes en RDC. Mais rapidement après son arrivée, Agemira a étendu sa palette de services. Une poignée de «personnels de sécurité» est présente à Goma, en très grande majorité des Français, spécialisés dans le renseignement militaire, qui fréquentent les mêmes hôtels et restaurants que la communauté humanitaire de la ville. Leurs chefs ont l'oreille du gouverneur militaire et de l'état-major à Goma.

Ils collaborent avec un autre prestataire de services de sécurité, supervisé par un Franco-Roumain, Horatiu Potra, embauché par le biais d'une obscure entreprise congolaise, Congo Protection. Selon la publication spécialisée Africa Intelligence, Patrick Bologna, magnat des mines et beau-frère de l'ex-président Joseph Kabila, consul honoraire de l'Ukraine à Kinshasa, en serait l'un des directeurs. Contacté par Libération, il n'a pas répondu à nos sollicitations.

Lieutenant-colonel, ancien des commandos parachutistes de Bayonne, Romuald Létondot a effectué de nombreuses missions en Afrique de l'Ouest. Attablé au restaurant d'un hôtel huppé, sur la rive du lac Kivu, il commande café et croissants. Affable, bon vivant, le crâne dégarni et le cheveu gris, «Romu» aime bavarder, convaincu d'être là pour la bonne cause. «J'ai l'impression d'être utile, de participer à une sortie de crise, explique-t-il. J'étais au Rwanda [lors du génocide des Tutsis, en 1994, ndlr], j'ai pris part à l'évacuation des ressortissants français. Si je peux refermer le volet de cette guerre de trente ans...»

Une armée congolaise qui ne fait pas le poids

Lorsqu'une vieille connaissance «croisée au Mali» – en l'occurrence, Olivier Bazin, un ancien gendarme qui se fait appeler «Colonel Mario» – lui propose de le rejoindre dans l'«aventure», il n'hésite pas longtemps. Le Congo agit depuis longtemps comme un aimant pour les explorateurs en tous genres, en quête d'adrénaline. S'il ne l'avoue qu'à demi-mot, ce grand-père de cinq enfants est sans doute ravi de fuir, pour quelque temps encore, l'ennui d'une retraite dans le sud-ouest de la France et plonger dans la pétaudière congolaise et ses 6 millions de morts, victimes directes ou indirectes depuis trente ans des violences et de la crise humanitaire.

Le Mouvement du 23 mars (M23), qui a repris les armes il y a trois ans, est issu d'une longue lignée de rébellions successives dans l'est de la RDC, appuyées par le Rwanda et l'Ouganda voisins. Et si les acronymes changent, les civils continuent d'essuyer les conséquences de trois décennies de guerre. Les avancées successives des rebelles, depuis novembre 2021, sur Goma, ville d'environ 2 millions d'habitants et carrefour stratégique de la région, ont provoqué la panique au sein de l'état-major congolais et à la présidence.

Félix Tshisekedi, arrivé au pouvoir fin 2018, après [7]une élection très controversée, avait promis la paix et la sécurité à la population, épuisée par ces conflits sans fin. Surfant sur une vague populiste et anti-occidentale, le chef de l'Etat a aussi décidé de mettre fin, dès que possible, au mandat des casques bleus de la mission de maintien de la paix des Nations unies (Monusco), stationnés dans le pays depuis plus de vingt ans. Problème : l'armée congolaise, avec ses soldats mal payés, mal commandés, souvent démotivés, est loin de faire le poids. «Les militaires n'ont pas été formés depuis dix ans», reconnaît à Libération le général Sylvain Ekenge, porte-parole de l'armée, depuis son bureau dans la capitale. Alors, pour enrayer la débâcle, il faut trouver d'autres soutiens dans cette guerre.

Kinshasa se lance donc, à la hâte, à la recherche de nouveaux alliés. La force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) déçoit et a progressivement été remplacée par la Sami-RDC, composée de troupes d'Afrique australe. «Nous travaillons avec plusieurs partenaires. Les Français forment des officiers supérieurs, les Belges des commandos. La Chine nous a aussi apporté une assistance, dit le général. Tous les appuis sont les bienvenus : nous sommes en guerre.»

Les dépenses de défense du gouvernement en forte augmentation

Face au M23, et la menace d'une humiliation, voire d'une partition du pays, Félix Tshisekedi tente tout, mais avec prudence. Il est méfiant et préfère s'entourer d'hommes de confiance. Le lieutenant général Franck Ntumba en fait partie. Le chef de la Maison militaire, sorte d'état-major particulier du président, est l'un des hommes les plus puissants du pays, en charge de la gestion opaque des acquisitions du matériel militaire.

Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, entre 2022 et 2023, les dépenses de défense du gouvernement congolais ont augmenté de 105 % – la plus forte augmentation au monde en termes de pourcentage – pour atteindre 794 millions de dollars. Pendant ce temps, la RDC croupit dans le peloton de queue (180e place sur 193 pays) au classement de l'indice de développement humain.

Sans compter que la levée partielle de l'embargo des Nations unies sur les armes à destination du pays, en 2022, plus de vingt ans après son entrée en vigueur, a permis d'acheter du matériel militaire sans le consentement préalable du Conseil de sécurité de l'ONU. Afin de renflouer l'arsenal de l'armée nationale, les émissaires de la présidence ont été envoyés pour des virées shopping en Chine, en Turquie, aux Emirats arabes unis... Plusieurs sociétés publiques d'armement sont prêtes à fournir aux Congolais des blindés, fusils d'assaut et autres équipements militaires à moindre coût. En échange, notamment, de concessions minières. A Kinshasa tout peut se falsifier, presque tout le monde peut se corrompre.

Le lieutenant général Franck Ntumba se tourne aussi vers des prestataires privés pour soutenir l'armée. Des sociétés de sécurité israéliennes ont entraîné des unités d'élite chargée de la protection présidentielle. Au mois de juin, Félix Tshisekedi, en visite officielle à Lubumbashi, deuxième ville du pays, a été filmé, entouré de gardes du corps blancs. La prospection est large. Erik Prince, l'ancien patron de la société américaine Blackwater, une multinationale militaire devenue le symbole de la privatisation de la guerre et accusée d'exactions en Irak, aurait été approché, ainsi que des prestataires en Colombie, au Mexique, en Argentine et en Afrique du Sud. Mais c'est finalement en Europe de l'Est que les stratèges militaires du président trouveront ce qu'ils cherchent.

Plusieurs sociétés à la même adresse

Dépitée par le naufrage de l'armée dans les opérations au sol, Kinshasa mise sur l'aérien et cherche à acquérir de nouveaux avions, hélicos et drones de combat pour renforcer sa capacité offensive, alors que l'essentiel de ses appareils est actuellement cloué au sol. Le pays dispose d'avions de chasse Soukhoï Su-25 vieillissants – seuls deux d'entre eux seraient opérationnels – et deux ou trois hélicoptères de combat Mi-24, dont l'un s'est écrasé et a pris feu à l'aéroport de Ndolo, à Kinshasa, [8]le 30 octobre, entraînant la mort des trois membres d'équipage : des employés d'Agemira.

C'est dans ce contexte que la société – rebaptisée, début octobre, Bulgarian Global Solutions – spécialisée dans la logistique et l'import-export, rentre dans la boucle. En RDC, elle effectue la maintenance, la remise en état, et le pilotage d'avions et d'hélicoptères de conception soviétique. Dans le registre du commerce bulgare, l'entreprise est répertoriée au nom de trois personnes : Olivier Bazin, le directeur général ; Faycal Boutella, un ancien pilote de chasse de l'armée de l'air algérienne ; et Frédéric Dorce, ex-journaliste passé par la rédaction du magazine Jeune Afrique, devenu entrepreneur et consultant en stratégie et communication.

Lorsque *Libération* s'est rendu à Sofia, au mois d'août, le bureau d'Agemira était enregistré au rez-de-chaussée d'un petit immeuble de trois étages, dans une rue calme du quartier Pavlovo, au sud de la capitale bulgare. A la même adresse, on trouve le siège d'une autre société : Metalika AB, une entreprise d'armement qui répare et vend du matériel militaire, impliquée à plusieurs reprises dans des scandales liés à l'exportation d'armes vers des pays sous embargo. Aucune pancarte ou même un nom sur la sonnette n'indique que leur siège se situe ici, dans ce bâtiment insipide, entouré d'un peu de verdure et d'appartements résidentiels. Contrairement à d'autres fabriques d'armes bulgares, Metalika AB ne possède pas de site internet. Après plusieurs tentatives d'appel sur le numéro enregistré pour l'entreprise, un homme décroche finalement et refuse de répondre à nos questions. Le site d'informations financières Finansi.bg affirme que, depuis 2022, Metalika figure parmi les 0,2 % d'entreprises au chiffre d'affaires le plus élevé dans le pays.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, l'industrie des armes en Bulgarie fonctionne à plein régime, d'autant que Kyiv est toujours très dépendant du matériel de l'époque soviétique. Jusqu'à présent, le fabricant d'armes ukrainiennes Ukroboronprom, conglomérat d'Etat, était un partenaire important des Forces armées congolaises. Mais depuis l'invasion

russe, l'Ukraine a besoin de tous les équipements et techniciens disponibles pour défendre son territoire. Or, la RDC est, elle aussi, en quête urgente d'armes légères et de munitions aux standards soviétiques et de pièces de rechange pour sa flotte aérienne. Une aubaine pour la Bulgarie, l'un des seuls pays à en produire dans l'Union européenne, avec la Roumanie et la République tchèque.

Pour le patron d'Agemira, une réputation entachée

En 2023, Kinshasa a ainsi acheté pour 46 millions d'euros d'équipements militaires à des sociétés bulgares, selon Sofia : la RDC est le meilleur client du pays, en Afrique, pour ce secteur. Selon plusieurs sources, le boss d'Agemira, Olivier Bazin, aurait agi en tant qu'intermédiaire dans la conclusion de certains de ces contrats. Son ombre numérique – comme celle de plusieurs protagonistes de cette enquête – est très furtive. Mais celle de son épouse l'est beaucoup moins. Angélique Grasso Bazin possède plusieurs entreprises, dirige une agence immobilière haut de gamme à Lyon, et a participé, en 2017, à l'émission *Chasseurs d'appart* sur M6. Contacté par son intermédiaire, Bazin affirme qu'il n'y a aucun lien entre les deux sociétés homonymes en RDC et en Bulgarie. «[Elles] ont des activités différentes, un actionnariat différent et aucune relation capitalistique entre elles, répond-il. Agemira Bulgarie assure uniquement des prestations pour des aéronefs civils et n'est pas concernée par la RDC.» Il admet cependant avoir exercé «un rôle de conseil», l'an dernier, dans l'acquisition de plusieurs drones d'attaque chinois par les autorités congolaises, mais «en aucun cas une position d'intermédiaire».

Vieux baroudeur de la Françafrique, Olivier Bazin est présent sur le continent depuis une trentaine d'années. Héritier d'une compagnie de construction lyonnaise, négociant en matières premières, l'homme d'affaires traîne derrière lui une réputation entachée. En Centrafrique, après le coup d'Etat de François Bozizé, en 2003, Bazin est régulièrement vu à Bangui, en compagnie du neveu du président et nouveau ministre de l'Energie et des Mines, Sylvain Ndoutingaï. Il travaille ensuite pour [9]Gunvor, le géant pétrolier suisse, dont il devient l'homme à tout faire, au Tchad, en Angola et, surtout, en Côte-d'Ivoire. Entre 2009 et 2011, pendant la campagne présidentielle puis la crise post-électorale, Gunvor a été au cœur d'un système visant à four-

nir des armes au régime du président ivoirien sortant, Laurent Gbagbo, en violation de l’embargo des Nations unies. [10] Dans des documents et mails confidentiels dévoilés, dix ans plus tard, par l’Organized Crime and Corruption Reporting Project, un site et un réseau d’investigation, le nom d’un intermédiaire qui a permis la conclusion de ces deals illicites revient souvent : Olivier Bazin.

S’il ne sera jamais mis en examen pour les affaires sombres de Gunvor en Afrique, le «Colonel Mario» est rattrapé plusieurs fois [11] par la justice. Il a été condamné en France en 2009 à quatre ans de prison dont deux avec sursis, dans une histoire de contrebande et de blanchiment d’or, alors qu’il agissait pour le compte de la famille de l’ex-président gabonais Omar Bongo. En parallèle, il est inculpé, puis relaxé, dans une affaire de grand banditisme, aux côtés d’un autre personnage sulfureux : Paul Barril, ancien numéro 2 du GIGN, «gendarme de Mitterrand». Un homme aux liaisons troubles, dont le nom ne cesse de planer sur le génocide des Tutsis au Rwanda.

Environ un millier d’«instructeurs» européens en RDC

Après ses ennuis judiciaires, Bazin rebondit. Lorsqu’une porte s’ouvre en RDC, il vient tout juste de mettre fin à ses opérations au Mali, où ses équipes, chargées depuis 2015 de l’entretien des hélicoptères de l’armée, ont été poussées dehors par l’arrivée de Wagner. Kinshasa lui offre une opportunité qui vient à point. Un contrat est signé en juillet 2022.

En parallèle, d’autres «instructeurs» européens sont venus prêter main-forte à l’armée congolaise. Les premiers sont arrivés à Goma en décembre 2022, dans un vol charter affrété depuis la Roumanie. Les «Roméos», le surnom – issu de l’alphabet militaire – qu’ils utilisent lors de leurs conversations radio, sont actuellement environ un millier, selon leur chef, Horatiu Potra. Leur mission : protéger la ville, en particulier l’aéroport, et prodiguer des formations, aux forces spéciales, à l’infanterie et aux artilleurs. Ils sont hébergés dans cinq ou six hôtels, privatisés et lourdement gardés, où un cuisinier venu de Bucarest prépare des spécialités roumaines, qui remplissent le ventre et soignent le mal du pays. Pour ces soldats, certains à peine dans la vingtaine, il y a peu de distraction. Les règles sont strictes, les sorties interdites.

«Les armes et l’alcool ne font pas bon ménage», pense Potra, qui les a

convaincus de se rendre, pour plusieurs mois, dans un pays en guerre, que bon nombre d'entre eux n'auraient, jusque-là, pas pu placer sur une carte. Le quinquagénaire, chauve, pâle, les yeux cernés, porte un treillis militaire et un pistolet à la ceinture. Volubile, la voix un peu éraillée, marquée d'un fort accent de sa Transylvanie natale, il aime raconter ses aventures sur le continent, au bord de la grande piscine bleu turquoise de l'hôtel Serena, le seul établissement cinq étoiles de la ville. Potra fut légionnaire, pendant cinq ans, au début des années 1990. Puis, la [12] nationalité française en poche, il se met au service de... Paul Barril, reconverti dans le business de la sécurité privée. Il assure la protection d'un ancien émir du Qatar, avant d'être envoyé en Centrafrique pour former la garde du président-dictateur Ange-Félix Patassé. Après le renversement du régime, Horatiu Potra, aussi connu sous le nom de «Lieutenant Henry», est fait prisonnier, puis finalement évacué par l'armée française dont Bangui est toujours, à l'époque, la chasse gardée.

Des «coachs» plutôt que des mercenaires ?

L'ex-légionnaire loue ensuite ses services à des présidents d'Afrique centrale ou encore à un milliardaire australo-roumain qui investit dans le secteur minier, soupçonné dans des affaires de corruption au Sénégal. Grâce à son association des Roumains de la Légion étrangère, Horatiu Potra dispose d'un large réseau, formé au maniement des armes. Pour ce contrat juteux en RDC, il élargit le recrutement à des membres de la police et de l'armée, tentés par une nouvelle expérience plus stimulante et mieux rémunérée. Lorsqu'il débarque à Goma en 2023, [13] le Roumain pose, AK-47 à la main, sur une route au nord de la ville. Aujourd'hui, il semble s'amuser des réactions en cascade que le cliché, largement diffusé sur les réseaux sociaux, a déclenchées.

Ce n'est que près d'un an après leur arrivée que le président congolais, Félix Tshisekedi, a fourni des éclaircissements sur la présence d'instructeurs étrangers aux côtés des militaires congolais. Il affirme que ces individus sont des «coachs» et non des «mercenaires».

Il a beau s'agir d'un des plus vieux métiers du monde, l'appellation reste infamante. Ici, l'arrivée des premiers «volontaires étrangers» remonte à 1960, peu après l'indépendance du pays. A l'époque, ils sont surnommés «[14]les affreux», et servent aussi les politiques de Paris, Washington, ou Bruxelles.

Selon les Nations unies, est considéré comme mercenaire tout individu

«spécialement recruté pour combattre dans un conflit armé», non ressortissant d'un Etat partie à ce conflit, ni membre de ses forces armées, qui «prend ou tente de prendre une part directe aux hostilités [...] en vue d'obtenir un avantage personnel». En France, les sanctions pénales réprimant le mercenariat peuvent aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Elles sont plus sévères encore pour ceux qui organisent ou dirigent une telle activité. Mais les limites restent floues.

«Nous sommes proches du front parce que le front a avancé vers nous»

La ville de Goma est surplombée par la silhouette majestueuse du Nyiragongo, volcan toujours en activité, dont le sommet est dissimulé dans la brume. Sur la piste de l'aéroport, un avion gros-porteur s'élève bruyamment dans les airs. Alors que les rebelles ont réussi à encercler la capitale provinciale, à la fin de l'année dernière, c'est désormais par les airs qu'est acheminée l'aide alimentaire, tout comme le matériel de guerre. A quelques dizaines de mètres de là, derrière une clôture de fils barbelés, un centre de formation militaire est actif tous les jours de la semaine. «Un soldat au front doit savoir se servir de son arme», lance «Radu», un Roumain qui a longtemps servi dans les rangs de la Légion. Un Congolais en uniforme, allongé devant lui sur la roche noire, presse la gâchette d'une mitrailleuse. Exercice réussi : la pièce de monnaie, posée sur le canon, n'est pas tombée au sol. A chaque fois que celle-ci atterrit par terre, le bidasse doit faire quelques pompes. Le programme de formation, qui dure cinq mois, comprend le maniement des armes, l'entraînement au combat rapproché, l'enseignement de notions de premiers secours et de droit international.

Le salaire mensuel d'un «Roméo» est d'environ 6 000 dollars (5 700 euros), quelques milliers de plus pour les Français. Très loin de la solde de 150 dollars que reçoivent les militaires congolais, lorsque celle-ci est versée. Le boulot n'est pas sans risque. «L'échange de tirs a été intense. Ça a duré environ quarante-cinq minutes», se souvient Constantin Timofti, un ancien militaire de l'armée roumaine, qui a effectué six missions en Afghanistan. Il était présent dans la petite ville de Saké, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Goma, proche de la ligne de front, lors d'une offensive du M23, en février 2024. Ce jour-là, les combats ont fait^[15] deux morts et quatre blessés parmi

les Roumains. En juin, deux autres de ses collègues ont été tués alors qu'ils effectuaient une patrouille et faisaient voler un drone de reconnaissance. Leur mort a suscité un certain émoi dans leur pays, où ont eu lieu des funérailles discrètes, mais avec les honneurs militaires.

«Nous avons un contrat pour entraîner l'armée congolaise. Mais, en cas d'attaque, nous devons défendre nos hommes. Nous sommes proches du front parce que le front a avancé vers nous», justifie Horatiu Potra, qui réfute avec véhémence le qualificatif de «mercenaire» que la presse roumaine lui a souvent attribué. Comment, cependant, qualifier l'exportation de conseil militaire, d'accompagnement des troupes et de collecte de renseignement dans un contexte de guerre ? La frontière entre la sécurité, la formation et l'implication dans un conflit est mince, et les passerelles nombreuses.

[16]Un rapport des Nations unies, publié en décembre 2023, note qu'Agemira RDC et les instructeurs roumains employés par Congo Protection «ont intensifié leur soutien stratégique et tactique à la contre-offensive» de l'armée congolaise. Outre la formation militaire, Congo Protection a supervisé des frappes d'artillerie, ordonnées sur les conseils stratégiques des officiers d'Agemira. Ceux-ci ont également fourni un soutien à la planification et au commandement des opérations, effectué des reconnaissances au sol et organisé l'approvisionnement en armes.

«Cela tombe dans la zone grise»

Autre problème de taille : dès la fin 2022, Kinshasa a décidé de recourir aux services d'une constellation de [17]groupes armés et milices, responsables pour certains de crimes de guerre, qui combattent aux côtés de l'armée congolaise contre le M23 et les forces rwandaises. A l'entrée de Saké, dernier rempart avant Goma, et sur les collines qui entourent la localité, tout ce monde est présent, dans une proximité parfois malaisante : les soldats de l'armée nationale congolaise, les casques bleus de la Monusco, les soldats sud-africains de la Sami-RDC retranchés sur leur base militaire, des combattants «patriotes», des membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda, héritiers de génocidaires hutus... et des instructeurs blancs, qui préfèrent se tenir à distance, mais luttent contre un même ennemi – le M23, et derrière, le Rwanda – pour le compte d'un même président.

Dans leur dernier rapport, finalisé en juillet, les experts de l'ONU ont publié des photos du général autoproclamé d'un groupe armé, accusé de

graves violations des droits humains et placé sous sanctions internationales, montant à bord d'un hélicoptère de l'armée congolaise, piloté par un équipage d'Agemira. «Nos personnels n'ont pas été informés de l'identité du passager que vous évoquez, qui s'est présenté en portant un uniforme des Forces armées congolaises», se défend Olivier Bazin. Il l'assure : «Agemira RDC n'entretient aucune collaboration avec aucun groupe armé.»

Le porte-parole d'une autre milice a pourtant affirmé à Libération que «les Français» auraient remis au moins un drone d'observation à ses hommes, et les auraient formés à son pilotage. Une telle aide logistique enfreindrait les règles onusiennes, alors que celles-ci exhortent les pays de la région à mettre fin à tout soutien aux groupes armés. «Cela tombe dans la zone grise, estime Jovana Jezdimirovic Ranito, qui dirige le groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires. S'ils sont présents sur le champ de bataille, s'ils participent directement à des opérations de combat, nous ne les considérons plus comme une simple société de sécurité privée. Il s'agirait alors de mercenaires ou d'acteurs liés à des mercenaires.» Le porte-parole du M23, Lawrence Kanyuka, joint par téléphone, ne laisse aucun doute sur le fait que son mouvement considère les Européens de l'Est comme des ennemis dans cette guerre. Il fait mine de s'interroger : «Que font ces gars en uniforme au front ?»

Interrogé sur les activités d'Olivier Bazin, Horatiu Potra et de leurs employés français ou binationaux en RDC, l'état-major des armées françaises répond de son côté n'avoir «aucun commentaire à faire à ce sujet». Le retraité de l'armée française Romuald Létondot, plus bavard, raconte que les services de renseignements français l'interrogent régulièrement lorsqu'il revient sur le territoire, tant pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'activités de mercenariat, que pour glaner des informations de première main. Il affirme qu'on lui aurait dit qu'il agissait «contre les intérêts de la France» et que, si lui ou ses hommes se trouvaient en situation périlleuse, celle-ci n'interviendrait pas pour les aider. «Parfois, je leur dis : si nous on part, ce sera Wagner.»

© Libération 2024

References

1. <https://www.liberation.fr/auteur/patricia-huon/>
2. <https://www.dw.com/fr/rdc-goma-groupe-wagner-enquete-quotidien-allemand/a-64372349>
3. https://www.liberation.fr/international/afrique/au-mali-wagner-trahi-par-ses-ecussons-20231123_H4BQC6Q6OBF5NOU5QD4SNOZVNM/
4. <https://www.liberation.fr/international/europe/evgueni-prigojine-un->

fidele-de-poutine -entre-en-rebellion-20230625_QBOTWK2OPVCNLO7XJHNT54A26I/

5. <https://taz.de/>”
6. <https://pressone.ro/>
7. https://www.liberation.fr/planete/2018/12/28/rdc-la-fraude-eternelle-participante_1700207/
8. <https://actualite.cd/2024/10/30/crash-dun-helicoptere-militaire-kinshasa-un-mort-et-deux-blesses-graves-tous-de>
9. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/12/les-methodes-tres-speciales-des-traders-suisse-et-russe-pour-convaincre-sassou-nguesso-de-leur-confier-son-petrole_5184228_3212.html
10. <https://www.occrp.org/en/project/biometric-bribery-inside-semlexs-global-playbook/how-semlex-and-gunvor-armed-the-ivorian-civil-war>
11. https://www.liberation.fr/societe/2004/10/23/le-blanchiment-d-or-foireux-de-bazin-l-africain_497029/
12. https://www.liberation.fr/france/2019/04/11/naturalisation-quand-les-obstacles-sont-legion_1720817/
13. <https://congovirtuel.com/information/m23-pres-de-360-nouveaux-militaires-privés-roumains-dhoratiu-potra-en-renfort-aux-fardc/>
14. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/rendez-vous-avec-x/1996-1997-le-zaire-et-les-affreux-5938736>
15. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240216-la-mort-de-deux-mercenaires-roumains-rappelle-la-presence-des-societes-militaires-privées-en-rdc>
16. https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1533/panel-of-experts/expert-reports?_gl=1*1cti5bo*_ga*NzIxMzYwNjU5LjE3MzIwMTA5NTg.*_ga_TK9BQL5X7Z*MTczMczMjU2MTk3NC4wLjAuMA..
17. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2024/08/13/ticking-time-bomb-dr-congo-turns-abusive-militias-fight-m23-rebels>